

ICTR-97-31-I  
06-04-05  
(77bis - 59bis)

77bis  
Amst

NATIONS UNIES

TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA

Affaire n° ICTR-97-31-I

LE PROCUREUR

CONTRE

THARCISSE RENZAHO

ICTR  
ARCHIVES  
APR - 5 P 3:33

---

ACTE D'ACCUSATION MODIFIÉ

---

**I. Le Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda, agissant en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 17 du Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda (le « Statut »), accuse**

**Tharcisse RENZAHO**

des crimes énumérés ci-après :

- PREMIER CHEF D'ACCUSATION - GÉNOCIDE, en application de l'article 2.3.a) et de l'article 6, paragraphes 1 et 3, du Statut ; ou à titre subsidiaire,
- DEUXIÈME CHEF D'ACCUSATION - COMPLICITÉ DANS LE GÉNOCIDE, en application de l'article 2.3.e) et de l'article 6, paragraphes 1 et 3, du Statut ;
- TROISIÈME CHEF D'ACCUSATION - ASSASSINAT constitutif de CRIME CONTRE L'HUMANITÉ, en application de l'article 3.a) et de l'article 6, paragraphes 1 et 3, du Statut ;
- QUATRIÈME CHEF D'ACCUSATION - VIOL constitutif de CRIME CONTRE L'HUMANITÉ, en application de l'article 3.g) et de l'article 6, paragraphe 3, du Statut ;
- CINQUIÈME CHEF D'ACCUSATION - MEURTRE constitutif de VIOLATION DE L'ARTICLE 3 COMMUN AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DE 1949 ET DU PROTOCOLE ADDITIONNEL II DE 1977, en application de l'article 4.a) et de l'article 6, paragraphes 1 et 3, du Statut ;
- SIXIÈME CHEF D'ACCUSATION - VIOL constitutif de VIOLATION DE L'ARTICLE 3 COMMUN AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DE 1949 ET DU PROTOCOLE ADDITIONNEL II DE 1977, en application des articles 4.e) et 6.3 du Statut.

**II. L'ACCUSÉ**

1. **Tharcisse RENZAHO** est né en 1944 dans le secteur de Gaseta, commune de Kigarama, préfecture de Kibungo (République rwandaise).
2. Durant toute la période visée dans le présent acte d'accusation, **Tharcisse RENZAHO** était :

- A) Haut fonctionnaire :
- i) Exerçant les fonctions de préfet de Kigali-Ville ;
  - ii) Exerçant les fonctions de Président du Comité de défense civile de Kigali-Ville ;
  - iii) Exerçant par conséquent un contrôle de droit comme de fait sur les bourgmestres, les conseillers de secteur, les responsables de cellule, les *nyumbakumi* (chefs de chaque ensemble de dix maisons), le personnel administratif, les gendarmes, les agents de la police communale, les *Interahamwe*, les miliciens et les civils armés, en ce qu'il pouvait ordonner à ces personnes de commettre ou de s'abstenir de commettre des actes illégaux et les discipliner ou les punir de leurs actes ou omissions contraires à la loi.
- B) Colonel au sein des Forces armées rwandaises (ci-après les « FAR ») et, à ce titre, un haut responsable militaire exerçant un contrôle de droit comme de fait sur toutes les forces armées placées sous son commandement, en ce qu'il pouvait ordonner à ces personnes de commettre ou de s'abstenir de commettre des actes illégaux et les discipliner ou les punir de leurs actes ou omissions contraires à la loi.
- C) Membre du comité de crise créé dans la nuit du 6 avril 1994, qui était composé d'officiers militaires supérieurs, notamment du général-major Augustin NDINDILYIMANA (Président), du colonel Marcel GATSINZI, du colonel Léonidas RUSATIRA, du colonel Balthazar NDENGEYINKA, du colonel Félicien MUBERUKA, du colonel Joseph MURASAMPONGO et du lieutenant-colonel Ephrem RWABALINDA, et, à ce titre, un haut responsable militaire exerçant un contrôle de droit comme de fait sur toutes les forces armées placées sous son autorité, en ce qu'il pouvait ordonner à ces personnes de commettre ou de s'abstenir de commettre des actes illégaux et les discipliner ou les punir de leurs actes ou omissions contraires à la loi.
- D) « Combattant » au sens des articles 1 et 2 du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève du 12 août 1949.
- E) En raison de son rang, de son poste et des relations qu'il entretenait avec d'éminentes personnalités de la communauté, ainsi que du rôle de Ministre de l'intérieur de fait qu'il jouait dans la préfecture de Kigali, toute personne désireuse de quitter Kigali-Ville devait avoir une autorisation signée de lui et, de ce fait, son autorisation avait nécessairement une influence dans d'autres préfectures.

### III. ACCUSATIONS ET RELATION CONCISE DES FAITS

3. Durant toute la période visée dans le présent acte d'accusation, il existait au Rwanda un groupe racial ou ethnique minoritaire connu sous le nom de « groupe tutsi » et officiellement identifié comme tel par les pouvoirs publics rwandais. La majorité de la population rwandaise était constituée d'un groupe racial ou ethnique connu sous le nom de « groupe hutu », lui aussi officiellement identifié comme tel par les pouvoirs publics rwandais.

4. Entre le 6 avril et le 17 juillet 1994, sur l'ensemble du territoire rwandais et à Kigali en particulier, des miliciens *Interahamwe*, des militaires des FAR et des civils armés ont pris pour cible et attaqué la population civile identifiée comme appartenant au groupe ethnique ou racial tutsi ou considérée comme des personnes sympathisant avec les Tutsis. Au cours des attaques, certains citoyens rwandais ont tué des personnes soupçonnées d'appartenir au groupe ethnique tutsi ou porté gravement atteinte à leur intégrité physique ou mentale. Ces attaques ont entraîné la mort d'un grand nombre de personnes identifiées comme membres du groupe ethnique ou racial tutsi.

5. Durant la période allant du 7 avril au 17 juillet 1994, un conflit armé ne présentant pas un caractère international se déroulait sur l'ensemble du territoire rwandais, en particulier dans la préfecture de Kigali-Ville. Il opposait les FAR au Front patriotique rwandais (« FPR »). Au cours de la période allant du 7 avril au 4 juillet 1994 qui rentre dans l'intervalle susmentionné, les FAR ont occupé des parties de Kigali-Ville, entraîné et armé les *Interahamwe* et mené la guerre avec l'appui des *Interahamwe*, de la gendarmerie et de la police communale de la préfecture. À cette époque, le FPR occupait les parties orientales de la commune de Kacyiru et certaines localités de la commune de Kicukiro.

#### PREMIER CHEF D'ACCUSATION : GÉNOCIDE

Le Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda accuse **Tharcisse RENZAHO** de **GÉNOCIDE**, crime prévu à l'article 2.3.a) du Statut, en ce que les 7 avril et 17 juillet 1994 ou entre ces dates, sur l'ensemble du territoire rwandais, en particulier dans la préfecture de Kigali-Ville, **Tharcisse RENZAHO** a été responsable du meurtre de membres du groupe racial ou ethnique tutsi ou d'atteintes graves à leur intégrité physique ou mentale, y compris d'actes de violence sexuelle, commis dans l'intention de détruire en tout ou en partie un groupe racial ou ethnique comme tel, ainsi qu'il est exposé aux paragraphes 6 à 48.

*À titre subsidiaire,*

#### DEUXIÈME CHEF D'ACCUSATION : COMPLICITÉ DANS LE GÉNOCIDE

Le Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda accuse **Tharcisse RENZAHO** de **COMPLICITÉ DANS LE GÉNOCIDE**, crime prévu à l'article 2.3.e) du Statut, en ce que les 7 avril et 17 juillet 1994 ou entre ces dates, sur l'ensemble du territoire rwandais, en particulier dans la préfecture de Kigali-Ville, **Tharcisse RENZAHO** a été responsable du meurtre de membres du

groupe racial ou ethnique tutsi ou d'atteintes graves à leur intégrité physique ou mentale, y compris d'actes de violence sexuelle, commis dans l'intention de détruire en tout ou en partie un groupe racial ou ethnique comme tel ou en sachant que d'autres personnes avaient l'intention de détruire en tout ou en partie le groupe racial ou ethnique tutsi comme tel et que son aide contribuerait à la perpétration du crime de génocide, ainsi qu'il est exposé aux paragraphes 6 à 48.

## RELATION CONCISE DES FAITS RELATIFS AUX PREMIER ET DEUXIÈME CHEFS D'ACCUSATION

### Responsabilité pénale individuelle

6. En application de l'article 6.1 du Statut, l'accusé **Tharcisse RENZAHO** est individuellement responsable du crime de génocide ou de celui de complicité dans le génocide pour avoir planifié, incité à commettre, ordonné, commis ou de toute autre manière aidé et encouragé à planifier, préparer ou exécuter ces crimes. S'agissant de la commission desdits crimes, **Tharcisse RENZAHO** a non seulement usé de ses fonctions et de ses pouvoirs décrits au paragraphe 2 pour ordonner aux personnes placées sous son commandement et son contrôle de les commettre, mais encore incité et aidé et encouragé des personnes qui ne relevaient pas de son commandement et de son contrôle à le faire. En outre, l'accusé a participé volontairement et en toute connaissance de cause à une entreprise criminelle commune dont l'objet, le but et le résultat prévisible étaient de commettre le génocide du groupe racial ou ethnique tutsi et des personnes identifiées comme appartenant à ce groupe ou présumées soutenir les Tutsis tant dans la préfecture Kigali que sur le reste du territoire rwandais. Pour atteindre ce but criminel, l'accusé a agi de concert avec des dirigeants et des membres des FAR, dont le colonel Théoneste BAGOSORA, le colonel Ephrem SETAKO et le major NYIRAHAKIZIMANA, les membres de la Garde présidentielle, les *Interahamwe*, notamment Odette NYIRABAGENZI, Angeline MUKANDUTIYE et NGERAGEZA, les « Forces de défense civile », la police communale, des milices civiles, les autorités administratives locales, d'autres militaires et miliciens, d'autres personnes connues, comme le père Wenceslas MUNYESHYAKA et l'évêque Samuel MUSABYIMANA, et des personnes inconnues, tous les actes considérés étant accomplis directement ou par l'intermédiaire de subordonnés, pendant au moins la période allant du milieu de l'année 1993 au 17 juillet 1994. Les faits détaillés par lesquels il a engagé sa responsabilité pénale individuelle sont exposés aux paragraphes 7 à 26.

### **Barrages routiers**

7. À partir du 7 avril 1994, **Tharcisse RENZAHO** a ordonné aux militaires, aux gendarmes, aux miliciens, aux populations locales et aux soldats démobilisés de mettre en place et de tenir des barrages routiers à Gitega et près des installations de l'Ontracom à Kigali-Ville et les a incités à agir de la sorte. Ces barrages routiers ont servi à identifier et tuer les Tutsis.

8. Le 7 avril 1994 ou vers cette date, sur les ondes de Radio Rwanda et de façon régulière par la suite, **Tharcisse RENZAHO** a ordonné aux militaires, aux gendarmes, aux miliciens, à la population locale et aux soldats démobilisés de mettre en place et de tenir des barrages routiers, et les

a incités à agir de la sorte, pour intercepter, identifier et tuer les Tutsis tout en laissant passer les marchandises et les membres de la population majoritaire hutue.

9. Le 10 avril 1994 ou vers cette date, à une réunion tenue au bureau préfectoral de Kigali-Ville, **Tharcisse RENZAHO** a donné aux conseillers et aux responsables de cellule l'ordre de mettre en place des barrages routiers qui ont servi à identifier et à tuer les Tutsis.

10. En mai 1994, **Tharcisse RENZAHO** a convoqué une réunion au cours de laquelle il a incité les *nyumbakumi*, les responsables de cellule, les conseillers et les bourgmestres à rester vigilants aux barrages routiers et à veiller à ce que les *Inyenzi* ne réussissent pas à se cacher dans la population et leur a ordonné d'agir de la sorte. À cette réunion, il a également distribué des armes à des miliciens *Interahamwe*.

### **Campagne de massacre menée dans la préfecture de Kigali-Ville**

11. À différentes dates indéterminées au cours de la période allant du milieu de l'année 1993 à la fin du premier trimestre de 1994, **Tharcisse RENZAHO** s'est régulièrement réuni chez lui avec des groupes d'*Interahamwe* et d'*Impuzamugambi*. En outre, il a participé par aide et encouragement à la formation militaire de membres des mouvements *Interahamwe* et *Impuzamugambi* et à la distribution de munitions aux intéressés.

12. Entre le 6 avril et le 17 juillet 1994, **Tharcisse RENZAHO** a assuré et facilité la délivrance de bons, de permis et de laissez-passer, ainsi que la fourniture de vivres, pour permettre aux *Interahamwe*, aux miliciens, aux soldats et aux gendarmes qui participaient aux massacres des Tutsis de se déplacer et de s'équiper, se rendant ainsi complice de ces massacres par aide et encouragement.

13. Le 8 avril 1994, **Tharcisse RENZAHO** a confirmé par radiotéléphone au colonel BAGOSORA qu'il avait commis, ordonné, incité à commettre ou aidé et encouragé à commettre le meurtre du directeur de la Banque rwandaise de développement.

14. Le 8 avril 1994 ou vers cette date, près de l'hôtel Baobab, **Tharcisse RENZAHO** a agi en haut responsable lors d'une opération réalisée à l'aide d'un char militaire, en ce qu'il a ordonné aux personnes conduisant le char de se servir des pièces d'artillerie dont ce char était équipé pour tirer sur les maisons de Tutsis, les a incités à le faire ou les a aidés et encouragés à agir de la sorte, entraînant de ce fait la mort d'au moins 40 Tutsis.

15. Le 9 avril 1994 ou vers cette date, **Tharcisse RENZAHO** a remis à un acolyte du nom de NGERAGEZA, chef des *Interahamwe* postés à un barrage routier dans le secteur de Gitega, deux armes à feu de marque UZI pour tuer les Tutsis, participant ainsi par aide et encouragement au massacre de ceux-ci.

16. Le 9 avril 1994 ou vers cette date, **Tharcisse RENZAHO**, vêtu de l'uniforme d'un haut responsable militaire, a tenu compagnie à des *Interahamwe* armés à Kajari dans la commune de Kanombe. Ces *Interahamwe* sont entrés chez les Tutsis et les ont tués. Pour avoir escorté les *Interahamwe* en question, **RENZAHO** les a aidés et encouragés à tuer les Tutsis.

17. Le 16 avril 1994 ou vers cette date, lors d'une réunion tenue au bureau préfectoral de Kigali-Ville, **Tharcisse RENZAHO** a ordonné aux conseillers de se procurer des armes à feu au Ministère de la défense pour les distribuer dans les secteurs ou les a incités à agir de la sorte. Ces armes ont servi à tuer des Tutsis. Pour avoir provoqué la distribution d'armes à feu, **RENZAHO** a aidé et encouragé les meurtriers à tuer ces Tutsis.

18. Le 30 avril 1994 ou vers cette date, **Tharcisse RENZAHO** a démis de leurs fonctions plusieurs personnes, dont les conseillers de secteur Jean-Baptiste RUDASINGWA et Célestin SEZIBERA, parce qu'il les croyait hostiles au massacre des Tutsis. Pour avoir remplacé ces personnes par des conseillers favorables au massacre des Tutsis, **RENZAHO** a aidé et encouragé les auteurs à commettre ce massacre.

19. À une date indéterminée, entre le 7 et le 30 mai 1994 ou vers cette période, **Tharcisse RENZAHO**, qui participait à une réunion à la résidence de l'évêque Samuel MUSABYIMANA, a accepté de fournir des armes à feu à celui-ci. Par la suite, **RENZAHO** a fourni au cours de la même période plusieurs kalachnikovs qui ont été livrées par le major NYIRAHAKIZIMANA. Distribués aux miliciens, ces fusils ont servi à tuer des Tutsis. Pour les avoir fournis, **RENZAHO** a aidé et encouragé les auteurs à tuer lesdits Tutsis.

20. En juin 1994, **Tharcisse RENZAHO**, en compagnie des colonels Ephrem SETAKO et BAGOSORA, a pris part à une réunion impromptue à l'hôtel Kiyovu à Kigali. Au cours de cette réunion, ils ont planifié la poursuite du massacre des membres de la population tutsie.

### Lieux précis

21. Entre le 7 avril et le 17 juillet 1994, des milliers de Tutsis se sont réfugiés au Centre d'éducation de langues africaines (« CELA »), au Centre pastoral Saint Paul (« Centre Saint Paul ») et à l'église de la paroisse Sainte Famille. Le père Wenceslas MUNYESHYAKA était responsable de la paroisse Sainte Famille, Odette NYIRABAGENZI était conseiller de secteur et relevait directement du commandement et de l'autorité de **Tharcisse RENZAHO**, tandis qu'Angeline MUKANDUTIYE, qui était non seulement inspecteur d'enseignement, mais aussi un des chefs des *Interahamwe*, exerçait de fait un contrôle sur le secteur de Bwahirimba. MUKANDUTIYE relevait directement du commandement de **RENZAHO** et lui rendait compte.

22. Le 20 avril 1994 ou vers cette date, alors qu'il était en compagnie du père MUNYESHYAKA, **Tharcisse RENZAHO** a donné à des militaires et à des *Interahamwe* l'ordre d'extraire de force du CELA une quarantaine de personnes, pour la plupart des Tutsis, et les a incités

à agir de la sorte. Beaucoup d'entre elles ont été tuées par la suite, et **RENZAHO** a aidé et encouragé les meurtriers à les tuer.

23. Le 22 avril 1994 ou vers cette date, à la paroisse Sainte Famille, le père MUNYESHYAKA a livré à **Tharcisse RENZAHO** dix hommes tutsis qui n'ont jamais été revus. Ils ont été tués et **RENZAHO** a aidé et encouragé les meurtriers à les tuer.

24. Le 22 avril 1994 ou vers cette date, alors qu'il était en compagnie d'Odette NYIRABAGENZI et d'Angeline MUKANDUTIYE, **Tharcisse RENZAHO** a ordonné et incité à commettre l'enlèvement et le meurtre de 60 hommes tutsis au CELA. À d'autres dates indéterminées, il a ordonné et incité à commettre le meurtre de nombreux autres Tutsis au CELA.

25. Le 14 juin 1994 ou vers cette date, alors qu'il était en compagnie d'Odette NYIRABAGENZI et d'Angeline MUKANDUTIYE, **Tharcisse RENZAHO** a ordonné à des *Interahamwe* d'extraire du Centre Saint Paul 60 garçons tutsis pour les tuer et les a incités à agir de la sorte.

26. Le 17 juin 1994 ou vers cette date, alors qu'il était en compagnie d'Odette NYIRABAGENZI et d'Angeline MUKANDUTIYE, **Tharcisse RENZAHO** a ordonné à des militaires, à des miliciens et à des agents de la police communale d'attaquer des Tutsis réfugiés à l'église de la paroisse Sainte Famille et les a incités à agir de la sorte. Les intéressés ont tué de nombreux Tutsis.

#### Responsabilité pénale du supérieur hiérarchique

27. En application de l'article 6.3 du Statut, l'accusé **Tharcisse RENZAHO** est responsable du crime de génocide ou de celui de complicité dans le génocide en ce que ses subordonnés ont commis des actes criminels précis et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour prévenir ceux-ci ou pour en punir les auteurs, alors qu'il savait ou avait des raisons de savoir que les subordonnés en questions étaient sur le point de commettre ou avaient commis ces actes. Au nombre de ces subordonnés figuraient des responsables et des membres des FAR, notamment le major NYIRAHAKIZIMANA, les éléments de la Garde présidentielle, des *Interahamwe*, dont Odette NYIRABAGENZI, Angeline MUKANDUTIYE et NGERAGEZA, les « Forces de défense civile », les agents de la police communale, des miliciens civils, les autorités administratives locales, d'autres militaires et miliciens, d'autres personnes connues, comme le père Wenceslas MUNYESHYAKA et l'évêque Samuel MUSABYIMANA, ainsi que des personnes inconnues. En outre, ces subordonnés de l'accusé ont participé et contribué sensiblement à une entreprise criminelle commune dont l'objet, le but ou le résultat prévisible était de commettre le génocide du groupe racial ou ethnique tutsi et des personnes identifiées comme appartenant à ce groupe ou présumées soutenir les Tutsis tant dans la préfecture de Kigali que sur le reste du territoire rwandais, pendant au moins la période allant du milieu de l'année 1993 au 17 juillet 1994. L'accusé était au courant ou avait des raisons d'être au courant de la participation de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune et de l'objet, du but ou du résultat prévisible de cette entreprise et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour les empêcher d'y participer ou pour les punir de leur participation. Les détails de la participation

de l'accusé et de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune sont exposés aux paragraphes 28 à 48.

### **Barrages routiers**

28. À partir du 7 avril 1994, des militaires, des gendarmes, des miliciens et des soldats démobilisés relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont monté et tenu des barrages routiers à Gitega et près des installations de l'Ontracom à Kigali-Ville. Ces barrages routiers ont servi à identifier et tuer les Tutsis.

29. Le 10 avril 1994 ou vers cette date, à une réunion tenue au bureau préfectoral de Kigali-Ville, des conseillers et des responsables de cellule relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont monté des barrages routiers. Ces barrages routiers ont servi à identifier et tuer les Tutsis.

30. Au cours d'une réunion tenue en mai 1994, **Tharcisse RENZAHO** a ordonné aux *nyumbakumi*, aux responsables de cellule, aux conseillers et aux bourgmestres relevant de son commandement et de son contrôle de rester vigilants aux barrages routiers et de veiller à ce que les *Inyenzi* ne réussissent pas à se cacher dans la population. À cette réunion, des miliciens *Interahamwe* relevant du commandement et du contrôle de **RENZAHO** ont reçu des armes distribuées par celui-ci.

### **Campagne de massacre menée dans la préfecture de Kigali-Ville**

31. À différentes dates indéterminées au cours de la période allant du milieu de l'année 1993 à la fin du premier trimestre de 1994, des groupes d'*Interahamwe* et d'*Impuzamugambi* se sont réunis régulièrement chez **Tharcisse RENZAHO**. **RENZAHO** a concouru à la formation militaire de ses subordonnés membres du mouvement *Interahamwe* et des *Impuzamugambi*, ainsi qu'à la distribution de munitions aux intéressés et il exerçait un contrôle effectif sur eux en ce sens qu'il avait le pouvoir d'empêcher ou de sanctionner leurs actes.

32. Entre le 6 avril et le 17 juillet 1994, **Tharcisse RENZAHO** a assuré et facilité la délivrance de bons, de permis et de laissez-passer, ainsi que la fourniture de vivres, pour permettre aux *Interahamwe*, aux miliciens, aux soldats et aux gendarmes qui participaient aux massacres des Tutsis de se déplacer et de s'équiper, et il exerçait un contrôle effectif sur eux en ce sens qu'il avait le pouvoir d'empêcher ou de sanctionner leurs actes.

33. Le 8 avril 1994, **Tharcisse RENZAHO** a confirmé par radiotéléphone au colonel BAGOSORA que des personnes relevant de son commandement et de son contrôle avaient commis, ordonné, incité à commettre ou aidé et encouragé à commettre le meurtre du directeur de la Banque rwandaise de développement.

34. Le 8 avril 1994 ou vers cette date, près de l'hôtel Baobab, **Tharcisse RENZAHO** était le

haut responsable présent lors d'une opération réalisée à l'aide d'un char militaire. En présence de **RENZAHO** et sans aucune objection de sa part, ses subordonnés ont utilisé ce char pour tirer sur les maisons de Tutsis, entraînant la mort d'au moins 40 Tutsis.

35. Le 9 avril 1994 ou vers cette date, **Tharcisse RENZAHO**, vêtu de l'uniforme d'un haut responsable militaire, a tenu compagnie à des *Interahamwe* armés à Kajari dans la commune de Kanombe. Ses subordonnés membres du mouvement *Interahamwe* sont entrés chez les Tutsis et les ont tués en sa présence et sans aucune objection de sa part.

36. Le 16 avril 1994 ou vers cette date, lors d'une réunion tenue au bureau préfectoral de Kigali-Ville, des conseillers relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont obtenu du Ministère de la défense des armes à feu à distribuer dans les secteurs. Ces armes ont servi à tuer des Tutsis.

37. À plusieurs dates indéterminées entre avril et juillet 1994, **Tharcisse RENZAHO** a refusé ou s'est abstenu de punir des *Interahamwe* placés directement sous son contrôle, son commandement et sa supervision dont il savait, pour l'avoir constaté en personne, qu'ils avaient participé au massacre de Tutsis et de Hutus modérés à Kigali, tout en prenant des mesures pour prévenir ou punir les attaques qui ne s'inscrivaient pas dans le cadre de la campagne de massacre.

38. Le 30 avril 1994 ou vers cette date, **Tharcisse RENZAHO** a démis de leurs fonctions plusieurs personnes, dont les conseillers de secteur Jean-Baptiste RUDASINGWA et Célestin SEZIBERA, parce qu'il les croyait hostiles au massacre des Tutsis. Il a remplacé ces personnes par des conseillers favorables au massacre des Tutsis, prouvant ainsi qu'il exerçait une autorité et un contrôle sur les autorités administratives locales de Kigali-Ville.

### Lieux précis

39. Entre le 7 avril et le 17 juillet 1994, des milliers de Tutsis se sont réfugiés au CELA, au Centre Saint Paul et à l'église de la paroisse Sainte Famille. Le père Wenceslas MUNYESHYAKA était responsable de la paroisse Sainte Famille, Odette NYIRABAGENZI était conseiller de secteur et relevait directement du commandement et de l'autorité de **Tharcisse RENZAHO**, tandis qu'Angeline MUKANDUTIYE, qui était non seulement inspecteur d'enseignement, mais aussi un des chefs des *Interahamwe*, exerçait de fait un contrôle sur le secteur de Bwahirimba. MUKANDUTIYE relevait directement du commandement de **RENZAHO** et lui rendait compte.

40. Entre le 7 avril et le 17 juillet 1994, des subordonnés de **Tharcisse RENZAHO**, dont le père MUNYESHYAKA, Odette NYIRABAGENZI et Angeline MUKANDUTIYE, pour ne citer que ceux-là, et d'autres responsables du mouvement *Interahamwe* ont planifié, préparé, ordonné et incité à commettre des attaques contre des membres du groupe racial ou ethnique tutsi à Kigali. Ces attaques ont été perpétrées à la paroisse Sainte Famille, au centre Saint Paul, à la mosquée Kadaffi et au CELA, entre autres lieux, dans le secteur de Nyarugenge, dans l'intention de tuer les membres de l'ensemble ou d'une partie du groupe racial ou ethnique tutsi ou de porter atteinte à leur intégrité

physique ou mentale.

41. Le 20 avril 1994 ou vers cette date, alors que **Tharcisse RENZAHO** se trouvait en compagnie du père MUNYESHYAKA, des militaires et des *Interahamwe*, qui étaient ses subordonnés, ont extrait de force du CELA une quarantaine de personnes, pour la plupart des Tutsis. Beaucoup d'entre elles ont été tuées par la suite.

42. Le 22 avril 1994 ou vers cette date, à la paroisse Sainte Famille, l'un des subordonnés de **Tharcisse RENZAHO**, en l'occurrence le père MUNYESHYAKA, a livré dix hommes tutsis pour qu'ils soient tués par d'autres subordonnés de l'intéressé et ces hommes n'ont jamais été revus.

43. Le 22 avril 1994 ou vers cette date, les subordonnés de **Tharcisse RENZAHO**, en l'occurrence Odette NYIRABAGENZI et Angeline MUKANDUTIYE, ont enlevé et fait tuer 60 hommes tutsis au CELA. À d'autres dates indéterminées en avril, mai et juin 1994, ils ont enlevé et fait tuer de nombreux autres Tutsis au CELA.

44. Le 14 juin 1994 ou vers cette date, les subordonnés de **Tharcisse RENZAHO**, en l'occurrence Odette NYIRABAGENZI et Angeline MUKANDUTIYE, ont enlevé et fait tuer 60 garçons tutsis au Centre Saint Paul.

45. Le 17 juin 1994 ou vers cette date, des subordonnés de **Tharcisse RENZAHO**, notamment Odette NYIRABAGENZI et Angeline MUKANDUTIYE, pour ne citer que ceux-là, des militaires, des miliciens et des agents de la police communale ont attaqué et tué des Tutsis qui s'étaient réfugiés à l'église de la paroisse Sainte Famille.

### **Violence sexuelle**

46. Des femmes tutsies ont été violées par des miliciens *Interahamwe*, des militaires et d'autres personnes relevant du commandement et de l'autorité de **Tharcisse RENZAHO** le 16 avril et à différentes dates indéterminées en avril, mai et juin 1994. Des conseillers placés directement sous le commandement et l'autorité de **Tharcisse RENZAHO** faisaient régulièrement état de viols commis sur des femmes tutsies par des miliciens *Interahamwe*, des militaires et d'autres personnes relevant aussi de son commandement et de son autorité. **Tharcisse RENZAHO** n'est abstenu ou a refusé de prendre les mesures nécessaires ou raisonnables pour empêcher ces viols ou pour en punir les auteurs.

47. Le père MUNYESHYAKA et d'autres *Interahamwe* relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont contraint des femmes tutsies à leur procurer des plaisirs sexuels en échange de la sécurité de celles-ci à la paroisse Sainte Famille pendant la période où les Tutsis y ont trouvé refuge en avril, mai et juin 1994. **Tharcisse RENZAHO** savait ou avait des raisons de savoir que ces actes sexuels forcés étaient en train d'être commis sur des femmes tutsies à la paroisse Sainte Famille, et il s'est abstenu ou a refusé d'en punir les auteurs.

48. Des *Interahamwe*, des militaires et des civils armés relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont séquestré des femmes tutsies dans certaines maisons situées au centre de Kigali, où ils les ont contraintes à leur procurer des plaisirs sexuels en échange de la sécurité de ces femmes à diverses dates indéterminées en avril, mai et juin 1994. **Tharcisse RENZAHO** savait ou avait des raisons de savoir que ces actes sexuels forcés étaient en train d'être commis sur des femmes tutsies, et il s'est abstenu ou a refusé d'en punir les auteurs.

### **TROISIÈME CHEF D'ACCUSATION : ASSASSINAT constitutif de CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**

Le Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda accuse **Tharcisse RENZAHO** d'**ASSASSINAT constitutif de CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**, crime prévu à l'article 3. a) du Statut, en ce que les 6 avril et 17 juillet 1994 ou entre ces dates, sur l'ensemble du territoire rwandais, en particulier dans la préfecture de Kigali-Ville, **Tharcisse RENZAHO**, animé de l'intention de tuer des membres du groupe racial ou ethnique tutsi ou des personnes identifiées comme appartenant à ce groupe ou présumées soutenir les Tutsis, a été responsable du meurtre de ces personnes commis dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique dirigée contre cette population civile en raison de son appartenance raciale, ethnique et politique, ainsi qu'il est exposé aux paragraphes 49 à 58.

#### RELATION CONCISE DES FAITS RELATIFS AU TROISIÈME CHEF D'ACCUSATION

##### Responsabilité pénale individuelle

49. En application de l'article 6.1 du Statut, l'accusé **Tharcisse RENZAHO** est individuellement responsable d'assassinat constitutif de crime contre l'humanité pour avoir planifié, incité à commettre, ordonné, commis ou de toute autre manière aidé et encouragé à planifier, préparer ou exécuter ce crime. S'agissant de la commission dudit crime, **Tharcisse RENZAHO** a non seulement utilisé de ses fonctions et de ses pouvoirs décrits au paragraphe 2 pour ordonner aux personnes placées sous son commandement et son contrôle de le commettre, mais encore incité et aidé et encouragé des personnes qui ne relevaient pas de son commandement et de son contrôle à le faire. En outre, l'accusé a participé volontairement et en toute connaissance de cause à une entreprise criminelle commune dont l'objet, le but et le résultat prévisible étaient de commettre des crimes contre l'humanité contre le groupe racial ou ethnique tutsi et les personnes soit identifiées comme appartenant à ce groupe, soit présumées soutenir les Tutsis ou politiquement opposées au « Hutu Power », tant dans la préfecture de Kigali que sur le reste du territoire rwandais, en raison de l'appartenance raciale, ethnique ou politique des victimes. Pour atteindre ce but criminel, l'accusé a agi de concert avec des dirigeants et des membres des FAR, les membres de la Garde présidentielle, des *Interahamwe*, comme Odette NYIRABAGENZI, les « Forces de défense civile », la police communale, des milices civiles, les autorités administratives locales, d'autres militaires et miliciens, d'autres personnes connues, comme le père Wenceslas MUNYESHYAKA, et des personnes inconnues, tous les actes considérés étant accomplis directement ou par l'intermédiaire de subordonnés pendant au moins la période allant du 12 avril au 15 juin 1994. Les faits détaillés par

lesquels il a engagé sa responsabilité pénale individuelle sont exposés aux paragraphes 50 à 53.

50. Le 13 ou le 14 avril 1994 ou vers ces dates, en présence de tiers, **Tharcisse RENZAHO** a choisi, ordonné de tuer et incité à tuer certaines personnes déterminées se trouvant au CELA. Par la suite, d'autres personnes ont été choisies et tuées, notamment James, Charles, Wilson et Déglote RWANGA, ainsi que Charles GAHIMA et son fils.

51. Le 22 avril 1994 ou vers cette date, **Tharcisse RENZAHO** a aidé et encouragé le père MUNYESHYAKA en ce qu'il a ordonné que de jeunes gens soient conduits au CELA. Ces jeunes gens, dont un dénommé Christophe, ont été conduits au CELA et tués par la suite.

52. Le 28 avril 1994 ou vers cette date, **Tharcisse RENZAHO** a ordonné à des *Interahamwe* de se rendre dans la commune de Nyarugenge pour y rechercher et tuer neuf Tutsis, dont François NSENGIYUMVA, un homme du nom de KAGORORA, de même que ses deux fils Émile et Aimaïle, et un homme du nom de RUTYOMBA. Ces personnes ont ensuite été tuées par les *Interahamwe* en exécution des ordres de **RENZAHO**.

53. Le 15 juin 1994 ou vers cette date, **Tharcisse RENZAHO** a donné par écrit à Odette NYIRABAGENZI l'ordre de tuer André KAMEYA, journaliste qui critiquait le Gouvernement intérimaire. Le 15 juin 1994 ou vers cette date, en compagnie d'*Interahamwe*, Odette NYIRABAGENZI a trouvé André KAMEYA et l'a fait tuer en exécution des ordres de **RENZAHO**.

#### Responsabilité pénale du supérieur hiérarchique

54. En application de l'article 6.3 du Statut, l'accusé **Tharcisse RENZAHO** est responsable d'assassinat constitutif de crime contre l'humanité en ce que ses subordonnés ont commis des actes criminels précis et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour prévenir ceux-ci ou pour en punir les auteurs, alors qu'il savait ou avait des raisons de savoir que les subordonnés en question étaient sur le point de commettre ou avaient commis ces actes. Au nombre de ces subordonnés figuraient des responsables et des membres des FAR, les éléments de la Garde présidentielle, des *Interahamwe*, dont Odette NYIRABAGENZI, les « Forces de défense civile », les agents de la police communale, des miliciens civils, les autorités administratives locales, d'autres militaires et miliciens, d'autres personnes connues, comme le père Wenceslas MUNYESHYAKA, et des personnes inconnues. En outre, ces subordonnés de l'accusé ont participé et contribué sensiblement à une entreprise criminelle commune dont l'objet, le but ou le résultat prévisible était de commettre des crimes contre l'humanité contre le groupe racial ou ethnique tutsi et les personnes soit identifiées comme appartenant à ce groupe, soit présumées soutenir les Tutsis ou politiquement opposées au « Hutu Power », tant dans la préfecture de Kigali que sur le reste du territoire rwandais, pendant au moins la période allant du 12 avril au 15 juin 1994, en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou politique. L'accusé était au courant ou avait des raisons d'être au courant de la participation de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune et de l'objet, du but ou du résultat prévisible de cette entreprise et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour les empêcher d'y participer ou pour les punir de leur participation. Les détails de la participation de

64bis

Le Procureur contre Tharcisse Renzaho, affaire n° ICTR-97-31-I

l'accusé et de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune sont exposés aux paragraphes 55 à 58.

55. Le 13 ou le 14 avril 1994 ou vers ces dates, des personnes relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont tué certaines personnes réfugiées au CELA, notamment James, Charles, Wilson et Déglote RWANGA, ainsi que Charles GAHIMA et son fils, pour ne citer que celles-là.

56. Le 22 avril 1994 ou vers cette date, en présence de **Tharcisse RENZAHO**, le père MUNYESHYAKA, son subordonné, a ordonné à de jeunes gens de se rendre au CELA. Ces jeunes gens, dont un dénommé Christophe, ont été conduits au CELA et tués par la suite.

57. Le 28 avril 1994 ou vers cette date, des *Interahamwe* relevant du commandement et de l'autorité de **Tharcisse RENZAHO** se sont rendus dans la commune de Nyarugenge où ils ont trouvé et tué neuf Tutsis, dont François NSENGIYUMVA, un homme du nom de KAGORORA, de même que ses deux fils Émile et Aimaible, et un homme du nom de RUTYOMBA.

58. Le 15 juin 1994 ou vers cette date, des subordonnés de **Tharcisse RENZAHO**, en l'occurrence Odette NYIRABAGENZI et un groupe d'*Interahamwe*, ont trouvé et tué André KAMEYA, journaliste qui critiquait le Gouvernement intérimaire.

#### **QUATRIÈME CHEF D'ACCUSATION : VIOL constitutif de CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**

Le Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda accuse **Tharcisse RENZAHO** de **VIOL constitutif de CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**, crime prévu à l'article 3. g) du Statut, en ce que les 7 avril et 17 juillet 1994 ou entre ces dates, sur l'ensemble du territoire rwandais, en particulier dans la préfecture de Kigali-Ville, **Tharcisse RENZAHO**, qui voulait que des membres du groupe racial ou ethnique tutsi ou des personnes identifiées comme appartenant à ce groupe soient violés, a été responsable de viols de Tutsis commis dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique dirigée contre cette population civile en raison de son appartenance raciale et ethnique, ainsi qu'il est exposé aux paragraphes 59 à 61.

#### **RELATION CONCISE DES FAITS RELATIFS AU QUATRIÈME CHEF D'ACCUSATION**

##### *Responsabilité pénale du supérieur hiérarchique*

59. En application de l'article 6.3 du Statut, l'accusé **Tharcisse RENZAHO** est responsable de viol constitutif de crime contre l'humanité en ce que ses subordonnés ont commis des actes criminels précis, et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour prévenir ceux-ci ou pour en punir les auteurs, alors qu'il savait ou avait des raisons de savoir que les subordonnés en question étaient sur le point de commettre ou avaient commis ces actes. Au nombre de ces subordonnés

figuraient des responsables et des membres des FAR, les éléments de la Garde présidentielle, des *Interahamwe*, les « Forces de défense civile », les agents de la police communale, des miliciens civils, les autorités administratives locales, d'autres militaires et miliciens, d'autres personnes connues, comme le père Wenceslas MUNYESHYAKA, et des personnes inconnues. En outre, ces subordonnés de l'accusé ont participé et contribué sensiblement à une entreprise criminelle commune dont l'objet, le but ou le résultat prévisible était de commettre des crimes contre l'humanité contre le groupe racial ou ethnique tutsi dans la préfecture de Kigali et sur le reste du territoire rwandais, pendant au moins les mois d'avril, mai et juin 1994. L'accusé était au courant ou avait des raisons d'être au courant de la participation de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune et de l'objet, du but ou du résultat prévisible de cette entreprise et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour les empêcher d'y participer ou pour les punir de leur participation. Les détails de la participation de l'accusé et de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune sont exposés aux paragraphes 60 à 62.

60. Des femmes tutsies ont été violées par des miliciens *Interahamwe*, des militaires et d'autres personnes relevant du commandement et de l'autorité de **Tharcisse RENZAHO** le 16 avril et à différentes dates indéterminées en avril, mai et juin 1994. Des conseillers placés directement sous le commandement et l'autorité de **Tharcisse RENZAHO** faisaient régulièrement état de viols commis sur des femmes tutsies par des miliciens *Interahamwe*, des militaires et d'autres personnes relevant aussi de son commandement et de son autorité. **Tharcisse RENZAHO** s'est abstenu ou a refusé de prendre les mesures nécessaires ou raisonnables pour empêcher ces viols ou pour en punir les auteurs.

61. Le père MUNYESHYAKA et d'autres *Interahamwe* relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont contraint des femmes tutsies à leur procurer des plaisirs sexuels en échange de la sécurité de celles-ci à la paroisse Sainte Famille pendant la période où les Tutsis y ont trouvé refuge en avril, mai et juin 1994. **Tharcisse RENZAHO** savait ou avait des raisons de savoir que ces actes sexuels forcés étaient en train d'être commis sur des femmes tutsies à la paroisse Sainte Famille et il s'est abstenu ou a refusé d'en punir les auteurs.

62. Des *Interahamwe*, des militaires et des civils armés relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont séquestré des femmes tutsies dans certaines maisons situées au centre de Kigali, où ils les ont contraintes à leur procurer des plaisirs sexuels en échange de la sécurité de ces femmes à diverses dates indéterminées en avril, mai et juin 1994. **Tharcisse RENZAHO** savait ou avait des raisons de savoir que ces actes sexuels forcés étaient en train d'être commis sur des femmes tutsies et il s'est abstenu ou a refusé d'en punir les auteurs.

**CINQUIÈME CHEF D'ACCUSATION : MEURTRE CONSTITUTIF DE VIOLATION DE L'ARTICLE 3 COMMUN AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DE 1949**

Le Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda accuse **Tharcisse RENZAHO** de **MEURTRE CONSTITUTIF DE VIOLATION DE L'ARTICLE 3 COMMUN AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DE 1949 ET DU PROTOCOLE ADDITIONNEL II DE 1977**, crime prévu à l'article 4. a) du Statut, en ce que **Tharcisse RENZAHO** a été responsable du meurtre d'hommes et de jeunes tutsis qui ne prenaient pas part aux combats pendant la période allant du 7 avril et 17 juillet 1994, à l'époque où un conflit armé ne présentant pas un caractère international, au sens des articles 1 et 2 du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève de 1949, se déroulait sur l'ensemble du territoire rwandais, en particulier dans la préfecture de Kigali-Ville, ce meurtre étant étroitement lié aux hostilités ou commis dans le cadre du conflit armé et les victimes des personnes qui ne jouaient aucun rôle dans ledit conflit, ainsi qu'il est exposé aux paragraphes 63 à 67.

**RELATION CONCISE DES FAITS RELATIFS AU CINQUIÈME CHEF D'ACCUSATION****Responsabilité pénale individuelle**

63. En application de l'article 6.1 du Statut, l'accusé **Tharcisse RENZAHO** est individuellement responsable de meurtre constitutif de violation de l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 et du Protocole additionnel II de 1977 pour avoir planifié, incité à commettre, ordonné, commis, ou de toute autre manière aidé et encouragé à planifier préparer ou exécuter ce crime. S'agissant de la commission dudit crime, **Tharcisse RENZAHO** a non seulement utilisé de ses fonctions et de ses pouvoirs décrits au paragraphe 2 pour ordonner aux personnes placées sous son commandement et son contrôle de le commettre, mais encore incité et aidé et encouragé des personnes qui ne relevaient pas de son commandement et de son contrôle à le faire. En outre, l'accusé a participé volontairement et en toute connaissance de cause à une entreprise criminelle commune dont l'objet, le but et le résultat prévisible étaient de commettre des crimes de guerre dans la préfecture de Kigali et sur le reste du territoire rwandais contre des membres du groupe racial ou ethnique tutsi qui ne prenaient pas part aux combats. Pour atteindre ce but criminel, l'accusé a agi de concert avec des dirigeants et des membres des FAR, les membres de la Garde présidentielle, les *Interahamwe*, les « Forces de défense civile », la police communale, les milices civiles, les autorités administratives locales, d'autres militaires et miliciens, d'autres personnes connues et des personnes inconnues, tous les actes considérés étant accomplis directement ou par l'intermédiaire de subordonnés, pendant au moins la période allant du 6 avril au 4 juillet 1994. Les faits détaillés par lesquels il a engagé sa responsabilité pénale individuelle sont exposés aux paragraphes 64 et 65.

64. Entre le 16 et le 17 juin 1994, les combattants du FPR ont réussi à atteindre le Centre Saint Paul situé à Nyarugenge dans la préfecture de Kigali-Ville où ils ont sauvé un grand nombre de Tutsis non-combattants.

65. Le 17 juin 1994 ou vers cette date, en vertu de ses pouvoirs décrits au paragraphe 2 et en représailles aux actions du FPR mentionnées au paragraphe 64, **Tharcisse RENZAHO** a ordonné à des militaires des FAR et à des *Interahamwe* d'extraire de la paroisse Sainte Famille pour les tuer au moins 17 hommes tutsis non-combattants qui n'avaient pas été sauvés par le FPR.

Responsabilité pénale du supérieur hiérarchique

66. En application de l'article 6.3 du Statut, l'accusé **Tharcisse RENZAHO** est responsable de meurtre constitutif de violation de l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 et du Protocole additionnel II de 1977 en ce que ses subordonnés ont commis des actes criminels précis et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour prévenir ceux-ci ou pour en punir les auteurs, alors qu'il savait ou avait des raisons de savoir que les subordonnés en question étaient sur le point de commettre ou avaient commis ces actes. Au nombre de ces subordonnés figuraient des responsables et des membres des FAR, les éléments de la Garde présidentielle, des *Interahamwe*, les « Forces de défense civile », les agents de la police communale, des miliciens civils, les autorités administratives locales, d'autres militaires et miliciens, d'autres personnes connues et des personnes inconnues. En outre, ces subordonnés de l'accusé ont participé et contribué sensiblement à une entreprise criminelle commune dont l'objet, le but ou le résultat prévisible était de commettre des crimes de guerre dans la préfecture de Kigali et sur le reste du territoire rwandais contre des membres du groupe racial ou ethnique tutsi qui ne prenaient pas part aux combats, pendant au moins la période allant du 6 avril au 4 juillet 1994. L'accusé était au courant ou avait des raisons d'être au courant de la participation de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune et de l'objet, du but ou du résultat prévisible de cette entreprise et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour les empêcher d'y participer ou pour les punir de leur participation. Les détails de la participation de l'accusé et de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune sont exposés au paragraphe 67.

67. Le 17 juin 1994 ou vers cette date, en représailles aux actions du FPR indiquées au paragraphe 64, des militaires des FAR et des *Interahamwe*, qui étaient des subordonnés de **Tharcisse RENZAHO**, ont tué au moins 17 hommes tutsis non-combattants réfugiés à la paroisse Sainte Famille qui n'avaient pas été sauvés par le FPR.

**SIXIÈME CHEF D'ACCUSATION : VIOL CONSTITUTIF DE VIOLATION DE L'ARTICLE 3 COMMUN AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DE 1949 ET DU PROTOCOLE ADDITIONNEL II DE 1977**

Le Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda accuse **Tharcisse RENZAHO** de **VIOL CONSTITUTIF DE VIOLATION DE L'ARTICLE 3 COMMUN AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DE 1949 ET DU PROTOCOLE ADDITIONNEL II DE 1977**, crime prévu à l'article 4. e) du Statut, en ce que **Tharcisse RENZAHO** a été responsable du viol de femmes tutsies qui ne prenaient pas part aux combats pendant la période allant du 7 avril et 17 juillet 1994, à l'époque où un conflit armé ne présentant pas un caractère international, au sens des articles 1 et 2 du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève de 1949, se déroulait sur l'ensemble

du territoire rwandais, en particulier dans la préfecture de Kigali-Ville, ce viol étant étroitement lié aux hostilités ou commis dans le cadre du conflit armé et les victimes des personnes qui ne jouaient aucun rôle dans ledit conflit, ainsi qu'il est exposé aux paragraphes 68 à 72.

#### RELATION CONCISE DES FAITS RELATIFS AU SIXIÈME CHEF D'ACCUSATION

68. Au cours de la période allant du 7 avril au 4 juillet 1994 qui rentre dans l'intervalle susmentionné, les FAR ont occupé les zones centrales de Kigali, notamment la commune de Nyarugenge et la région environnant l'église de la paroisse Sainte Famille. Ils ont entraîné et armé les *Interahamwe* et menaient la guerre avec l'appui des *Interahamwe*, de la gendarmerie, de la police communale de la préfecture et de civils armés.

#### Responsabilité pénale du supérieur hiérarchique

69. En application de l'article 6.3 du Statut, l'accusé **Tharcisse RENZAHO** est responsable de viol constitutif de violation de l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 et du Protocole additionnel II de 1977 en ce que ses subordonnés ont commis des actes criminels précis et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour prévenir ceux-ci ou pour en punir les auteurs, alors qu'il savait ou avait des raisons de savoir que les subordonnés en question étaient sur le point de commettre ou avaient commis ces actes. Au nombre de ces subordonnés figuraient des responsables et des membres des FAR, les éléments de la Garde présidentielle, des *Interahamwe*, dont Odette NYIRABAGENZI, les « Forces de défense civile », les agents de la police communale, des miliciens civils, les autorités administratives locales, d'autres militaires et miliciens, d'autres personnes connues, comme le père Wenceslas MUNYESHYAKA, et des personnes inconnues. En outre, ces subordonnés de l'accusé ont participé et contribué sensiblement à une entreprise criminelle commune dont l'objet, le but ou le résultat prévisible était de commettre des crimes de guerre dans la préfecture de Kigali et sur le reste du territoire rwandais, contre des femmes tutsies qui ne prenaient pas part aux combats, pendant au moins les mois d'avril, de mai et de juin 1994. L'accusé était au courant ou avait des raisons d'être au courant de la participation de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune et de l'objet, du but ou du résultat prévisible de cette entreprise et il n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour les empêcher d'y participer ou pour les punir de leur participation. Les détails de la participation de l'accusé et de ses subordonnés à l'entreprise criminelle commune sont exposés aux paragraphes 70 à 72.

70. Le 16 avril et à différentes dates indéterminées en avril, mai et juin 1994, des femmes tutsies ont été violées par des miliciens *Interahamwe*, des militaires et d'autres personnes relevant du commandement et de l'autorité de **Tharcisse RENZAHO**. Des conseillers placés directement sous le commandement et l'autorité de **Tharcisse RENZAHO** faisaient régulièrement état de viols commis sur des femmes tutsies par des miliciens *Interahamwe*, des militaires et d'autres personnes relevant aussi de son commandement et de son autorité. **Tharcisse RENZAHO** s'est abstenu ou a refusé de prendre les mesures nécessaires ou raisonnables pour empêcher ces viols ou pour en punir les auteurs.

5964

Le Procureur contre Tharcisse Renzaho, affaire n° ICTR-97-31-I

71. Le père MUNYESHYAKA et d'autres *Interahamwe* relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont contraint des femmes tutsies à leur procurer des plaisirs sexuels en échange de la sécurité de celles-ci à la paroisse Sainte Famille pendant la période où les Tutsis y ont trouvé refuge en avril, mai et juin 1994. **Tharcisse RENZAHO** savait ou avait des raisons de savoir que ces actes sexuels forcés étaient en train d'être commis sur des femmes tutsies à la paroisse Sainte Famille et il s'est abstenu ou a refusé d'en punir les auteurs.

72. Des *Interahamwe*, des militaires et des civils armés relevant du commandement et du contrôle de **Tharcisse RENZAHO** ont séquestré des femmes tutsies dans certaines maisons situées au centre de Kigali, où ils les ont contraintes à leur procurer des plaisirs sexuels en échange de la sécurité de ces femmes à diverses dates indéterminées en avril, mai et juin 1994. **Tharcisse RENZAHO** savait ou avait des raisons de savoir que ces actes sexuels forcés étaient en train d'être commis sur des femmes tutsies et il s'est abstenu ou a refusé d'en punir les auteurs.

Les actes et les omissions de **Tharcisse RENZAHO** exposés dans le présent acte d'accusation sont punissables conformément aux dispositions des articles 22 et 23 du Statut.

Arusha (Tanzanie), le 1<sup>er</sup> avril 2005

Le Procureur

[Signé]  
Hassan Bubacar Jallow



[Sceau du Tribunal]

-----

ICTR-97-31-I  
06-04-05  
(1149-1132)

1149  
memo

UNITED NATIONS  
INTERNATIONAL CRIMINAL TRIBUNAL FOR RWANDA

Case No. ICTR-97-31-I

**THE PROSECUTOR**  
**AGAINST**  
**THARCISSE RENZAHO**

INTERNATIONAL CRIMINAL TRIBUNAL FOR RWANDA  
APR -6 P 3:33

---

**AMENDED INDICTMENT**

---

I. **The Prosecutor of the United Nations International Criminal Tribunal for Rwanda, pursuant to the authority stipulated in Article 17 of the Statute of the International Criminal Tribunal for Rwanda (the “Statute”) charges:**

**Tharcisse RENZAHO**

With:

- Count I - GENOCIDE, pursuant to Articles 2(3)(a), 6(1) and 6(3) of the Statute, or in the alternative,
- Count II - COMPLICITY IN GENOCIDE, pursuant to Articles 2(3)(e), 6(1) and 6(3) of the Statute;
- Count III - MURDER as a CRIME AGAINST HUMANITY, pursuant to Articles 3(a), 6(1) and 6(3) of the Statute;
- Count IV - RAPE as a CRIME AGAINST HUMANITY, pursuant to Articles 3(g) and 6(3) of the Statute;
- Count V - MURDER as a VIOLATION OF ARTICLE 3 COMMON TO THE GENEVA CONVENTIONS OF 1949 and Additional Protocol II of 1977, as incorporated pursuant to Articles 4(a), 6(1) and 6(3) of the Statute; and
- Count VI - RAPE as a VIOLATION OF ARTICLE 3 COMMON TO THE GENEVA CONVENTIONS OF 1949 and Additional Protocol II of 1977, as incorporated pursuant to Articles 4(e) and 6(3) of the Statute.

II. **THE ACCUSED**

1. **Tharcisse RENZAHO** was born in 1944 in Gaseta *Secteur*, Kigarama *Commune*, Kibungo *Préfecture*, Republic of Rwanda.
2. **Tharcisse RENZAHO** was at all times referred to in this indictment:

(A) A senior public official who,

- (i) was *Préfet* of Kigali *ville*;
- (ii) was Chairman of the Civil Defense Committee for Kigali *ville*; and
- (iii) consequently had *de jure* and *de facto* control over *bourgmestres*, *conseillers de secteur*, *responsables de cellule*, *nyumbakumi* (ten-house leaders), administrative personnel, *gendarmes*, communal police, *Interahamwe*, militias, and armed civilians in that he could order such persons to commit or to refrain from committing unlawful acts and could discipline or punish them for unlawful acts or omissions.

- (B) A Colonel in the *Forces Armées Rwandaises* (“FAR”) and as such was a senior military official who had *de jure* and *de facto* control over all armed forces who were under his command in that he could order such persons to commit or to refrain from committing unlawful acts and could discipline or punish them for unlawful acts or omissions.
- (C) A member of the crisis committee set up on the night of 6 April 1994 composed of senior military officers, including Major-General Augustin NDINDILYIMANA – Chairman, Colonel Marcel GATSINZI, Colonel Leonidas RUSATIRA, Colonel Balthazar NDENGEYINKA, Colonel Felicien MUBERUKA, Colonel Joseph MURASAMPONGO and Lt. Colonel Ephrem RWABALINDA and as such was a senior military official who had *de jure* and *de facto* control over all armed forces who were under his command in that he could order such persons to commit or to refrain from committing unlawful acts and could discipline or punish them for unlawful acts or omissions.
- (D) A “combatant” pursuant to Articles 1 and 2 of Protocol II Additional to Geneva Conventions of 12 August 1949.
- (E) By virtue of his rank, office and links with prominent figures in the community, and his role as *de facto* Minister of the Interior in Kigali *Préfecture*, any person wishing to leave Kigali *ville* needed an authorization signed by him and therefore his authorization necessarily had influence in other *préfectures*.

### III. CHARGES AND CONCISE STATEMENT OF FACTS

3. At all times referred to in this indictment there existed in Rwanda a minority racial or ethnic group known as Tutsis, officially identified as such by the government of Rwanda. The majority of the population of Rwanda was comprised of a racial or ethnic group known as the Hutus, also officially identified as such by the government of Rwanda.
4. Between 6 April 1994 and 17 July 1994, throughout Rwanda, and in Kigali in particular, *Interahamwe* militias, soldiers of the FAR and armed civilians targeted and attacked the civilian population based on ethnic or racial identification as Tutsi, or perceived sympathies to the Tutsi. During the attacks some Rwandan citizens killed or caused serious bodily or mental harm to persons perceived to be Tutsi. As a result of these attacks, large numbers of ethnically or racially identified Tutsi were killed.
5. During the period of 7 April 1994 through 17 July 1994, there existed a non-international armed conflict throughout Rwanda, particularly in Kigali-*ville* *préfecture*. The belligerents in said non-international armed conflict were the FAR and the Rwandan Patriotic Front (“RPF”). During the relevant period of 7

April 1994 through 4 July 1994, the FAR occupied portions of Kigali-ville, trained and armed the *Interahamwe*; and were supported in the conflict by the *Interahamwe*, the *gendarmerie* and *préfectoral* communal police. During this period, the RPF occupied the eastern stretches of Kacyiru and parts of Kicukiro communes.

**Count I: GENOCIDE**

The Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda charges **Tharcisse RENZAHO** with **GENOCIDE**, a crime stipulated in Article 2(3)(b) of the Statute, in that on or between the dates of 7 April 1994 and 17 July 1994 throughout Rwanda, particularly in Kigali-ville *Préfecture*, **Tharcisse RENZAHO** was responsible for killing or causing serious bodily or mental harm to members of the Tutsi racial or ethnic group, including acts of sexual violence, with intent to destroy, in whole or in part, a racial or ethnic group, as such, as outlined in paragraphs 6 through 48.

*Alternatively,*

**Count II: COMPLICITY IN GENOCIDE**

The Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda charges **Tharcisse RENZAHO** with **COMPLICITY IN GENOCIDE**, a crime stipulated in Article 2(3)(e) of the Statute, in that on or between the dates of 7 April 1994 and 17 July 1994 throughout Rwanda, particularly in Kigali-ville *Préfecture*, **Tharcisse RENZAHO** was responsible for killing or causing serious bodily or mental harm to members of the Tutsi racial or ethnic group, including acts of sexual violence, with intent to destroy, in whole or in part, a racial or ethnic group, as such, or with knowledge that other people intended to destroy, in whole or in part, the Tutsi racial or ethnic group, as such, and that his assistance would contribute to the crime of genocide, as outlined in paragraphs 6 through 48.

CONCISE STATEMENT OF FACTS FOR COUNTS I AND II

*Individual Criminal Responsibility*

- Pursuant to Section 6(1) of the Statute, the accused, **Tharcisse RENZAHO**, is individually responsible for the crimes of genocide or complicity in genocide because he planned, instigated, ordered, committed or otherwise aided and abetted in the planning, preparation or execution of these crimes. With respect to the commission of those crimes, **Tharcisse RENZAHO** ordered those over whom he had command responsibility and control as a result of his position and authority described in paragraph 2 and he instigated and aided and abetted those over whom he did not have command responsibility and control. In addition, the accused willfully and knowingly participated in a joint criminal enterprise whose object, purpose, and foreseeable outcome was the commission of genocide against the Tutsi racial or ethnic group and persons identified as Tutsi or presumed to support

the Tutsi in Kigali *Préfecture* as well as throughout Rwanda. To fulfill this criminal purpose, the accused acted with leaders and members of the FAR, including Colonel Théoneste BAGOSORA and Colonel Ephrem SETAKO and Major NYIRAHAKIZIMANA; the Presidential Guard; the *Interahamwe*, including Odette NYIRABAGENZI, Angeline MUKANDUTIYE and NGERAGEZA; the “Civil Defense Forces”; communal police; civilian militias; local administrative officials; other soldiers and militiamen; other known participants, such as Father Wenceslas MUNYESHYAKA and Bishop Samuel MUSABYIMANA; and other unknown participants, all such actions being taken either directly or through subordinates, for at least the period of mid-1993 through 17 July 1994. The particulars that give rise to his individual criminal responsibility are set forth in paragraphs 7 through 26.

### Roadblocks

7. From and after 7 April 1994, **Tharcisse RENZAHO** ordered and instigated soldiers, *gendarmes*, militia, local citizens and demobilized soldiers to construct and man roadblocks at Gitega and near the Ontracom facility in Kigali-ville. These roadblocks were used to identify and to kill Tutsis.
8. On or about 7 April 1994, and regularly thereafter, in broadcasts over Radio Rwanda, **Tharcisse RENZAHO** ordered and instigated soldiers, *gendarmes*, militia, local citizens and demobilized soldiers to construct and to man roadblocks to intercept, identify and kill Tutsis, while allowing movement of commercial goods and the majority Hutu population.
9. On or about 10 April 1994, at a meeting at the *Préfecture* office of Kigali-ville, **Tharcisse RENZAHO** ordered *conseillers* and *responsables de cellule* to set up roadblocks. These roadblocks were used to identify and to kill Tutsis.
10. On a date in May 1994 **Tharcisse RENZAHO** convened a meeting at which he instigated and ordered *nyumbakumi*, *responsables de cellule*, *conseillers* and *bourgmestres* to remain vigilant at roadblocks and to make sure that *Inyenzi* do not succeed in hiding among the population. At this meeting **RENZAHO** also committed the act of distributing weapons to *Interahamwe* militiamen.

### The Killing Campaign in Kigali-ville

11. At diverse unknown dates beginning in mid-1993 and continuing through the first three months of 1994, **Tharcisse RENZAHO** met regularly in his home with *Interahamwe* and *Impuzamugambi* groups, and he aided and abetted in the military training of and distribution of ammunition to members of the *Interahamwe* and *Impuzamugambi*.
12. Between 6 April and 17 July 1994, **Tharcisse RENZAHO** provided and facilitated the provision of bonds, permits, *laissez-passers*, and food to enable the

movement and equipping of the *Interahamwe*, militia, soldiers and *gendarmes* who were participating in the killing of Tutsis, and by doing so aided and abetted this killing.

13. On 8 April 1994, **Tharcisse RENZAHO** communicated with Colonel BAGOSORA by radio confirming that he had committed, ordered, instigated or aided and abetted the killing of the manager of *Banque Rwandaise de Développement*.
14. On or about 8 April 1994, near Hotel Baobab, **Tharcisse RENZAHO** acted as the senior official during an operation that involved the use of a military tank. **RENZAHO** ordered, instigated or aided and abetted those who operated the tank to use its guns to shoot at Tutsi houses, resulting in the deaths of at least forty Tutsis.
15. On or about 9 April 1994, **Tharcisse RENZAHO** distributed two UZI guns to an associate whose name was NGERAGEZA and who was the *Interahamwe* leader at a roadblock in Gitega *secteur*, for the purpose of killing Tutsis, and by doing so aided and abetted the killing.
16. On or about 9 April 1994, Tharcisse **RENZAHO**, while dressed in the military uniform of a senior military official, accompanied armed *Interahamwe* at Kajari in Kanombe. The *Interahamwe* entered houses of Tutsis and killed the Tutsis who resided there. By escorting these *Interahamwe* **RENZAHO** aided and abetted the killing of the Tutsis.
17. On or about 16 April 1994 at a meeting at the Kigali-ville prefectorial headquarters, **Tharcisse RENZAHO** ordered or instigated *conseillers* to obtain firearms from the Ministry of Defence to be distributed at the *secteur* level. These weapons were used to kill Tutsis, and by causing the distribution of firearms **RENZAHO** aided and abetted the killing.
18. On or about 30 April 1994, **Tharcisse RENZAHO** dismissed, among other people, *secteur conseillers* Jean-Baptiste RUDASINGWA and Celestin SEZIBERA, because he believed they were opposed to the killing of Tutsis. By replacing the aforementioned persons with *conseillers* who supported the killing of Tutsis **RENZAHO** aided and abetted this killing.
19. On an unknown date within the period between on or about 7 and 30 May 1994, while at a meeting at Bishop Samuel MUSABYIMANA's residence, **Tharcisse RENZAHO** agreed to supply guns to MUSABYIMANA. **RENZAHO** thereafter during the same period tendered several Kalachnikov rifles, which were delivered by Major NYIRAHAKIZIMANA. Said rifles were distributed among the militias and were used to kill Tutsis, and by providing these rifles **RENZAHO** aided and abetted the killing.

20. In the month of June 1994 **Tharcisse RENZAHO**, together with Colonel Ephrem SETAKO and Colonel BAGOSORA, attended an impromptu meeting at Hotel Kiyovu in Kigali where they planned the continued killings of members of the Tutsi population.

#### **Specific Sites**

21. Between 7 April and 17 July 1994 thousands of Tutsis took refuge in *Centre d'Education de Langues Africaines* ("CELA"), St. Paul's Pastoral Centre ("St. Paul's") and St. Famille Parish Church ("St. Famille"). Father Wenceslas MUNYESHYAKA was in charge of St. Famille; Odette NYIRABAGENZI was the *conseiller de secteur* directly under the command and authority of **Tharcisse RENZAHO**; and Angeline MUKANDUTIYE was the school inspector as well as a leader of the *Interahamwe* and in *de facto* control of *Bwahirimba secteur*. MUKANDUTIYE was directly under the command of and accountable to **RENZAHO**.
22. On or about 20 April 1994, while in the company of Father MUNYESHYAKA, **Tharcisse RENZAHO** ordered and instigated soldiers and *Interahamwe* to remove forcibly approximately forty persons, mostly Tutsi, from CELA. Many of these persons were subsequently killed, and **RENZAHO** aided and abetted their killing.
23. On or about 22 April 1994 at St. Famille, Father MUNYESHYAKA handed over ten Tutsi men to **Tharcisse RENZAHO** and the men were never seen again. They were killed and **RENZAHO** aided and abetted their killing.
24. On or about 22 April 1994, while in the company of Odette NYIRABAGENZI and Angeline MUKANDUTIYE, **Tharcisse RENZAHO** ordered and instigated the removal and murder of sixty Tutsi men at CELA. During other dates unknown, he ordered and instigated the murder of many other Tutsis at CELA.
25. On or about 14 June 1994, while in the company of Odette NYIRABAGENZI and Angeline MUKANDUTIYE, **Tharcisse RENZAHO** ordered and instigated *Interahamwe* to remove sixty Tutsi boys from St. Paul's, and to kill these Tutsi boys.
26. On or about 17 June 1994, while in the company of Odette NYIRABAGENZI and Angeline MUKANDUTIYE, **Tharcisse RENZAHO** ordered and instigated soldiers, militia and communal police to attack Tutsis who had sought refuge St. Famille and many Tutsis were killed.

#### Command Criminal Responsibility

27. Pursuant to Section 6(3) of the Statute, the accused, **Tharcisse RENZAHO**, is responsible for the crimes of genocide or complicity in genocide because specific

criminal acts were committed by subordinates of the accused and the accused knew or had reason to know that such subordinates were about to commit such acts before they were committed or that such subordinates had committed such acts and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent such acts or to punish the perpetrators thereof. These subordinates included the leaders and members of the FAR, including Major NYIRAHAKIZIMANA; the Presidential Guard; the *Interahamwe*, including Odette NYIRABAGENZI, Angeline MUKANDUTIYE and NGERAGEZA; the “Civil Defense Forces”; communal police; civilian militias; local administrative officials; other soldiers and militiamen; other known participants, such as Father Wenceslas MUNYESHYAKA and Bishop Samuel MUSABYIMANA; and other unknown participants. In addition, these subordinates of the accused participated and contributed significantly in a joint criminal enterprise, whose object, purpose, or foreseeable outcome was the commission of genocide against the Tutsi racial or ethnic group and persons identified as Tutsi or presumed to support the Tutsi in Kigali *Préfecture* as well as throughout Rwanda, for at least the period from mid-1993 through 17 July 1994. The accused knew or had reason to know of the participation of his subordinates and the object, purpose, or foreseeable outcome of the joint criminal enterprise and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent his subordinates from participating in the joint criminal enterprise or to punish his subordinates for their participation in the joint criminal enterprise. The particulars of the participation of the accused and his subordinates in this joint criminal enterprise are set forth in paragraphs 28 through 48.

### Roadblocks

28. From and after 7 April 1994, roadblocks at Gitega and near the Ontracom facility in Kigali-ville were constructed and manned by soldiers, *gendarmes*, militia and demobilized soldiers under the command and control of **Tharcisse RENZAHO**. These roadblocks were used to identify and to kill Tutsis.
29. On or about 10 April 1994, at a meeting at the *Préfecture* office of Kigali-ville, *conseillers* and *responsables de cellule* who were under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** set up roadblocks. These roadblocks were used to identify and to kill Tutsis.
30. At a meeting that took place on a date in May 1994 *nyumbakumi*, *responsables de cellule*, *conseillers* and *bourgmestres* who were under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** were ordered by **RENZAHO** to remain vigilant at roadblocks and to make sure that *Inyenzi* did not succeed in hiding among the population. At this meeting *Interahamwe* militiamen under the command and control of **RENZAHO** received weapons distributed by him.

### The Killing Campaign in Kigali-ville

31. At diverse unknown dates beginning in mid-1993 and continuing through the first three months of 1994, *Interahamwe* and *Impuzamugambi* groups met regularly at the home of **Tharcisse RENZAHO**. **RENZAHO** assisted in the military training of and distribution of ammunition to his subordinates in the *Interahamwe* and to the *Impuzamugambi*, and had effective control over them in the sense of having the power to prevent or punish their acts.
32. Between 6 April and 17 July 1994, **Tharcisse RENZAHO** provided and facilitated the provision of bonds, permits, *laissez-passezs*, and food to enable the movement and equipping of the *Interahamwe*, militia, soldiers and *gendarmes* who were participating in the killing of Tutsis, and had effective control over them in the sense of having the power to prevent or punish their acts.
33. On 8 April 1994, **Tharcisse RENZAHO** communicated with Colonel BAGOSORA by radio confirming that those under his command and control had committed, ordered, instigated or aided and abetted the killing of the manager of *Banque Rwandaise de Développement*.
34. On or about 8 April 1994, near Hotel Baobab, **Tharcisse RENZAHO** was the senior official during an operation that involved the use of a military tank. While in **RENZAHO**'s presence and without his objection, the tank was used by **RENZAHO**'s subordinates to shoot at Tutsi houses, resulting in the deaths of at least forty Tutsis.
35. On or about 9 April 1994, **Tharcisse RENZAHO**, while dressed in the military uniform of a senior military official, accompanied armed *Interahamwe* at Kajari in Kanombe. **RENZAHO**'s subordinates in the *Interahamwe* entered houses of Tutsis and killed the Tutsis who resided there in **RENZAHO**'s presence without his objection.
36. On or about 16 April 1994 at a meeting at the Kigali-ville *prefectorial* headquarters, *conseillers* under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** obtained firearms from the Ministry of Defense to be distributed at the *secteur* level. These weapons were used to kill Tutsis.
37. On multiple unknown dates between April and July 1994, **Tharcisse RENZAHO** refused or failed to punish *Interahamwe* members directly under his control, command and supervision whom he knew from personal experience to have participated in the killing of Tutsis and moderate Hutus in Kigali; while at the same time acting to prevent or punish those committing attacks that were not part of the killing campaign.
38. On or about 30 April 1994, **Tharcisse RENZAHO** dismissed, among other people, *secteur conseillers* Jean-Baptiste RUDASINGWA and Celestin SEZIBERA, because he believed they were opposed to the killing of Tutsis. **RENZAHO** replaced the aforementioned persons with *conseillers* who supported

the killing of Tutsis, thus showing his command and control over local administrative officials in Kigali-ville.

### Specific Sites

39. Between 7 April and 17 July 1994 thousands of Tutsis took refuge in CELA, St. Paul's and St. Famille. Father Wenceslas MUNYESHYAKA was in charge of St. Famille; Odette NYIRABAGENZI was the *conseiller de secteur* directly under the command and authority of **Tharcisse RENZAHO**; and Angeline MUKANDUTIYE was the school inspector as well as a leader of the *Interahamwe* and in *de facto* control of Bwahirimba *secteur*. MUKANDUTIYE was directly under the command of and accountable to **RENZAHO**.
40. Between 7 April and 17 July 1994, **Tharcisse RENZAHO**'s subordinates, including but not limited to Father MUNYESHYAKA, Odette NYIRABAGENZI and Angeline MUKANDUTIYE, and other *Interahamwe* leaders, planned, prepared, ordered and instigated attacks on members of the racial or ethnic Tutsi group in Kigali. These attacks took place at St. Famille, St. Paul's, Kadaffi Mosque and CELA, among other places in the Nyarugenge *secteur* and were carried out with intent to kill or cause mental and bodily harm to members of the racial or ethnic Tutsi group in whole or in part.
41. On or about 20 April 1994, while in the company of Father MUNYESHYAKA, soldier and *Interahamwe*, who were **Tharcisse RENZAHO**'s subordinates, removed forcibly approximately forty persons, mostly Tutsi, from CELA. Many of these persons were subsequently killed.
42. On or about 22 April 1994 at St. Famille, **Tharcisse RENZAHO**'s subordinate, Father MUNYESHYAKA, handed over ten Tutsi men to be killed by others of **RENZAHO**'s subordinates and the men were never seen again.
43. On or about 22 April 1994, **Tharcisse RENZAHO**'s subordinates, Odette NYIRABAGENZI and Angeline MUKANDUTIYE, removed and caused the murder of sixty Tutsi men at CELA. During other dates unknown in April, May and June 1994 they removed and caused the murder of many other Tutsis at CELA.
44. On or about 14 June 1994, **Tharcisse RENZAHO**'s subordinates, Odette NYIRABAGENZI and Angeline MUKANDUTIYE, removed and caused the murder of sixty Tutsi boys at St. Paul's.
45. On or about 17 June 1994, **Tharcisse RENZAHO**'s subordinates, including but limited to Odette NYIRABAGENZI and Angeline MUKANDUTIYE, soldiers, militia and communal police attacked and killed Tutsis who had sought refuge St. Famille.

## Sexual Violence

46. Tutsi women were raped by *Interahamwe* militia, soldiers and other individuals under the command and authority of **Tharcisse RENZAHO** on April 16 and diverse unknown dates during the months of April, May and June 1994. *Conseillers* under the direct command and authority of **Tharcisse RENZAHO** reported on a regular basis about the rape of Tutsi women by *Interahamwe* militia, soldiers and other individuals under the command and authority of **RENZAHO**. **Tharcisse RENZAHO** failed or refused to take the necessary or reasonable measures to prevent such rapes or to punish the perpetrators thereof.
47. Father MUNYESHYAKA and other *Interahamwe* under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** compelled Tutsi women to provide them with sexual pleasures in exchange for the woman's safety at St. Famille during the period in which Tutsis sought refuge at St. Famille in the months of April, May and June 1994. **Tharcisse RENZAHO** knew or had reason to know that these acts were being perpetrated against Tutsi women and he failed or refused to punish the perpetrators of these forced sexual acts at St. Famille.
48. *Interahamwe*, soldiers, and armed civilians under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** maintained Tutsi women at houses in central Kigali, where they compelled the women provide them with sexual pleasures in exchange for the women's safety on diverse unknown dates during the months of April, May and June 1994. **Tharcisse RENZAHO** knew or had reason to know that these acts were being perpetrated against Tutsi women and he failed or refused to punish the perpetrators of these forced sexual acts.

## Count III: MURDER as a CRIME AGAINST HUMANITY

The Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda charges **Tharcisse RENZAHO** with **MURDER as a CRIME AGAINST HUMANITY**, a crime stipulated in Article 3(a) of the Statute, in that on and between 6 April and 17 July 1994 throughout Rwanda, particularly in Kigali-ville *Préfecture*, **Tharcisse RENZAHO**, with intent to kill members of the Tutsi racial or ethnic group or persons identified as Tutsi or presumed to support the Tutsi, was responsible for the killing of such persons as part of a widespread or systematic attack against that civilian population on racial, ethnic and political grounds, as set forth in paragraphs 49 through 58.

### CONCISE STATEMENT OF FACTS FOR COUNT III

#### Individual Criminal Responsibility

49. Pursuant to Section 6(1) of the Statute, the accused, **Tharcisse RENZAHO**, is individually responsible for murder as a crime against humanity because he planned, instigated, ordered, committed or otherwise aided and abetted in the planning, preparation or execution of this crime. With respect to the commission

of this crime, **Tharcisse RENZAHO** ordered those over whom he had command responsibility and control as a result of his position and authority described in paragraph 2 and he instigated and aided and abetted those over whom he did not have command responsibility and control. In addition, the accused willfully and knowingly participated in a joint criminal enterprise whose object, purpose and foreseeable outcome was the commission of crimes against humanity against the Tutsi racial or ethnic group and persons identified as Tutsi or presumed to support the Tutsi or to be politically opposed to “Hutu Power” in Kigali *Préfecture* as well as throughout Rwanda on racial, ethnic or political grounds. To fulfill this criminal purpose, the accused acted with leaders and members of the FAR; the Presidential Guard; the *Interahamwe*, such as Odette NYIRABAGENZI; the “Civil Defense Forces”; communal police; civilian militias; local administrative officials; other soldiers and militiamen; other known participants, such as Father Wenceslas MUNYESHYAKA; and other unknown participants, all such actions being taken either directly or through their subordinates for at least the period of 12 April through 15 June 1994. The particulars that gave rise to his individual criminal responsibility are set forth in paragraphs 50 through 53.

50. On or about 13 or 14 April 1994, in the presence of others, **Tharcisse RENZAHO** selected and ordered and instigated the killing of specific people at CELA; thereafter, people were selected and killed, including James, Charles, Wilson and Déglote RWANGA and Charles GAHIMA and his son.
51. On or about 22 April 1994, **Tharcisse RENZAHO** aided and abetted Father MUNYESHYAKA in directing young men to be taken to CELA; the young men, including one with the name Christophe, were taken to CELA and subsequently killed.
52. On or about 28 April 1994, **Tharcisse RENZAHO** ordered members of the *Interahamwe* to Nyarugenge commune to find and kill nine Tutsis, including Francois NSENGIYUMVA; a man whose name was KAGORORA, as well as his two sons, Emile and Aimable; and a man whose name was RUTUYOMBA. These persons were subsequently killed by the *Interahamwe* pursuant to **RENZAHO**'s orders.
53. On or about 15 June 1994, **Tharcisse RENZAHO** issued written orders to Odette NYIRABAGENZI to kill André KAMEYA, a journalist who was critical of the Interim Government. On or about 15 June 1994, while in the company of *Interahamwe*, Odette NYIRABAGENZI found and had André KAMEYA killed pursuant to **RENZAHO**'s orders.

Command Criminal Responsibility

54. Pursuant to Section 6(3) of the Statute, the accused, **Tharcisse RENZAHO**, is responsible for the murder as a crime against humanity because specific criminal acts were committed by subordinates of the accused and the accused knew or had

reason to know that such subordinates were about to commit such acts before they were committed or that such subordinates had committed such acts and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent such acts or to punish the perpetrators thereof. These subordinates included leaders and members of the FAR; the Presidential Guard; the *Interahamwe*, such as Odette NYIRABAGENZI; the “Civil Defense Forces”; communal police; civilian militias; local administrative officials; other soldiers and militiamen; other known participants, such as Father Wencelas MUNYESHYAKA; and other unknown participants. In addition, these subordinates of the accused participated and contributed significantly in a joint criminal enterprise whose object, purpose, or foreseeable outcome was the commission of crimes against humanity against the Tutsi racial or ethnic group and persons identified as Tutsi or presumed to support the Tutsi or to be politically opposed to “Hutu Power” in Kigali *Préfecture* as well as throughout Rwanda, on racial, ethnic or political grounds for at least the period 12 April through 15 June 1994. The accused knew or had reason to know of the participation of his subordinates and the object, purpose, or foreseeable outcome of the joint criminal enterprise and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent his subordinates from participating in the joint criminal enterprise or to punish his subordinates for their participation in the joint criminal enterprise. The particulars of the participation of the accused and his subordinates in this joint criminal enterprise are set forth in paragraphs 55 through 58.

55. On or about 13 or 14 April 1994, persons under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** killed certain persons in refuge at CELA, including but not limited to James, Charles, Wilson and Déglote RWANGA and Charles GAHIMA and his son.
56. On or about 22 April 1994, in the presence of **Tharcisse RENZAHO**, his subordinate Father MUNYESHYAKA, directed young men to go to CELA; the young men, including one with the name Christophe, were taken to CELA and subsequently killed.
57. On or about 28 April 1994, members of the *Interahamwe* under the command and authority of **Tharcisse RENZAHO** went to Nyarugenge commune and found and killed nine Tutsis, including Francois NSENGIYUMVA; a man whose name was KAGORORA, as well as his two sons, Emile and Aimable; and a man whose name was RUTYOMBA.
58. On or about 15 June 1994, **Tharcisee RENZAHO**'s subordinates, Odette NYIRABAGENZI and a company of *Interahamwe*, found and killed André KAMEYA, a journalist who was critical of the Interim Government.

**Count IV: RAPE as a CRIME AGAINST HUMANITY**

The Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda charges **Tharcisse RENZAHO** with **RAPE as a CRIME AGAINST HUMANITY**, a crime stipulated in Article 3(g) of the Statute, in that on an between 7 April and 17 July 1994 throughout Rwanda, particularly in Kigali-ville *Préfecture*, **Tharcisse RENZAHO**, with the intention that rape of members of the Tutsi racial or ethnic group or persons identified as Tutsi occur, was responsible for the rape of Tutsis as part of a widespread or systemic attack against that civilian population on racial and ethnic grounds, as set forth in paragraphs 59 through 61.

#### CONCISE STATEMENT OF FACTS FOR COUNT IV

##### Command Criminal Responsibility

59. Pursuant to Section 6(3) of the Statute, the accused, **Tharcisse RENZAHO**, is responsible for the rape as a crime against humanity because specific criminal acts were committed by subordinates of the accused and the accused knew or had reason to know that such subordinates were about to commit such acts before they were committed or that such subordinates had committed such acts and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent such acts or to punish the perpetrators thereof. These subordinates included leaders and members of the FAR; the Presidential Guard; the *Interahamwe*; the “Civil Defense Forces”; communal police; civilian militias; local administrative officials; other soldiers and militiamen; other known participants, such as Father Wencelas MUNYESHYAKA; and other unknown participants. In addition, these subordinates of the accused participated and contributed significantly in a joint criminal enterprise whose object, purpose, or foreseeable outcome was the commission of crimes against humanity against the Tutsi racial or ethnic group in Kigali *Préfecture* as well as throughout Rwanda for at least the period of April, May and June 1994. The accused knew or had reason to know of the participation of his subordinates and the object, purpose, or foreseeable outcome of the joint criminal enterprise and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent his subordinates from participating in the joint criminal enterprise or to punish his subordinates for their participation in the joint criminal enterprise. The particulars of the participation of the accused and his subordinates in this joint criminal enterprise are set forth in paragraphs 60 through 62.
60. Tutsi women were raped by *Interahamwe* militia, soldiers and other individuals under the command and authority of **Tharcisse RENZAHO** on April 16 and diverse unknown dates during the months of April, May and June 1994. *Conseillers* under the direct command and authority of **Tharcisse RENZAHO** reported on a regular basis about the rape of Tutsi women by *Interahamwe* militia, soldiers and other individuals under the command and authority of **RENZAHO**. **Tharcisse RENZAHO** failed or refused to take the necessary or reasonable measures to prevent such rapes or to punish the perpetrators thereof.

61. Father MUNYESHYAKA and other *Interahamwe* under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** compelled Tutsi women to provide them with sexual pleasures in exchange for the woman's safety at St. Famille in the period in which Tutsis sought refuge at St. Famille during the months of April, May and June 1994. **Tharcisse RENZAHO** knew or had reason to know that these acts were being perpetrated against Tutsi women and he failed or refused to punish the perpetrators of these forced sexual acts at St. Famille.
62. *Interahamwe* soldiers and armed civilians under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** maintained Tutsi women at houses in central Kigali, where they compelled the women provide them with sexual pleasures in exchange for the women's safety on diverse unknown dates during the months of April, May and June 1994. **Tharcisse RENZAHO** knew or had reason to know that these acts were being perpetrated against Tutsi women and he failed or refused to punish the perpetrators of these forced sexual acts.

**Count V: MURDER AS A VIOLATION OF ARTICLE 3 COMMON TO THE GENEVA CONVENTIONS OF 1949**

The Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda charges **Tharcisse RENZAHO** with **MURDER AS A VIOLATION OF ARTICLE 3 COMMON TO THE GENEVA CONVENTIONS OF 1949 AND ADDITIONAL PROTOCOL II OF 1977**, a crime stipulated in Article 4(a) of the Statute, in that **Tharcisse RENZAHO** was responsible for the killings of non-combatant Tutsi men and youths during the period 7 April through 17 July 1994 when throughout Rwanda, particularly in Kigali-ville *Préfecture*, there was a non-international armed conflict within the meaning of Articles 1 and 2 of Protocol II Additional to the Geneva Convention of 1949, and the killing of the victims was closely related to the hostilities or committed in conjunction with the armed conflict and the victims were persons taking no part in that conflict; all as is set forth in paragraphs 63 through 67.

CONCISE STATEMENT OF FACTS FOR COUNT V

*Individual Criminal Responsibility*

63. Pursuant to Section 6(1) of the Statute, the accused, **Tharcisse RENZAHO**, is individually responsible for murder as a violation of Article 3 Common to the Geneva Conventions of 1949 and Additional Protocol II of 1977 because he planned, instigated, ordered, committed or otherwise aided and abetted in the planning, preparation or execution of these crimes. With respect to the commission of those crimes, **Tharcisse RENZAHO** ordered those over whom he had command responsibility and control as a result of his position and authority described in paragraph 2 and he instigated and aided and abetted those over whom he did not have command responsibility and control. In addition, the accused participated in a joint criminal enterprise whose object, purpose, and foreseeable outcome was the commission of war crimes against non-combatant members of

the Tutsi racial or ethnic group in Kigali *Préfecture* as well as throughout Rwanda. To fulfill this criminal purpose, the accused acted with leaders and members of the FAR; the Presidential Guard; the *Interahamwe*; the “Civil Defense Forces”; communal police; civilian militias; local administrative officials; other soldiers and militiamen; and other known and unknown participants, all such actions being taken either directly or through their subordinates for at least the period of 6 April 1994 through 4 July 1994. The particulars that gave rise to his individual criminal responsibility are set forth in paragraphs 64 and 65.

64. Between 16 and 17 June 1994 the RPF fought their way to St. Paul’s in Nyarugenge in Kigali-ville and rescued a large number of non-combatant Tutsis.
65. Pursuant to the authority vested in **Tharcisse RENZAHO** as described in paragraph 2, and in retaliation for the actions of the RPF described in paragraph 64, **Tharcisse RENZAHO** on or about 17 June 1994 ordered soldiers of the FAR and *Interahamwe* to take and kill of at least seventeen non-combatant Tutsi men from St. Famille who had not been rescued by the RPF.

Command Criminal Responsibility

66. Pursuant to Section 6(3) of the Statute, the accused, **Tharcisse RENZAHO**, is responsible for murder as a violation of Article 3 common to the Geneva Conventions of 1949 and Additional Protocol II of 1977 because specific criminal acts were committed by subordinates of the accused and the accused knew or had reason to know that such subordinates were about to commit such acts before they were committed or that such subordinates had committed such acts and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent such acts or to punish the perpetrators thereof. These subordinates included leaders and members of the FAR; the Presidential Guard; the *Interahamwe*; the “Civil Defense Forces”; communal police; civilian militias; local administrative officials; other soldiers and militiamen; and other known and unknown participants. In addition, these subordinates of the accused participated and contributed significantly in a joint criminal enterprise whose object, purpose, or foreseeable outcome was the commission of war crimes against non-combatant members of the Tutsi racial or ethnic group in Kigali *Préfecture* as well as throughout Rwanda for at least the period of 6 April 1994 through 4 July 1994. The accused knew or had reason to know of the participation of his subordinates and the object, purpose, or foreseeable outcomes of the joint criminal enterprise and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent his subordinates from participating in the joint criminal enterprise or to punish his subordinates for their participation in the joint criminal enterprise. The particulars of the participation of the accused and his subordinates in this joint criminal enterprise are set forth in paragraph 67.

67. In retaliation for the actions of the RPF described in paragraph 64, on or about 17 June 1994, soldiers of the FAR and *Interahamwe*, who were subordinates of **Tharcisse RENZAHO**, killed at least seventeen non-combatant Tutsi men from St. Famille who had not been rescued by the RPF.

**Count VI: RAPE AS A VIOLATION OF ARTICLE 3 COMMON TO THE GENEVA CONVENTIONS OF 1949**

The Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda charges **Tharcisse RENZAHO** with **RAPE AS A VIOLATION OF ARTICLE 3 COMMON TO THE GENEVA CONVENTIONS OF 1949 AND ADDITIONAL PROTOCOL II OF 1977**, a crime stipulated in Article 4(e) of the Statute, in that **Tharcisse RENZAHO** was responsible for the rape of non-combatant Tutsi women during the period between 7 April and 17 July 1994 when throughout Rwanda, particularly in Kigali-ville *Préfecture*, there was a non-international armed conflict within the meaning of Articles 1 and 2 of Protocol II Additional to the Geneva Convention of 1949, and the raping of the victims was closely related to the hostilities or committed in conjunction with the armed conflict and the victims were persons taking no part in that conflict; all as set forth in paragraphs 68 through 72.

CONCISE STATEMENT OF FACTS FOR COUNT VI

68. During the relevant periods of 7 April 1994 through 4 July 1994, the FAR occupied central areas of Kigali, including Nyarugenge commune and the area around the St. Famille Church. The FAR trained and armed the *Interahamwe*, and were supported in the conflict by the *Interahamwe*, the *gendarmérie*, *préfectural* communal police, and armed civilians.

Command Criminal Responsibility

69. Pursuant to Section 6(3) of the Statute, the accused, **Tharcisse RENZAHO**, is responsible for rape as a violation of Article 3 common to the Geneva Conventions of 1949 and Additional Protocol II of 1977 because specific criminal acts were committed by subordinates of the accused and the accused knew or had reason to know that such subordinates were about to commit such acts before they were committed or that such subordinates had committed such acts and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent such acts or to punish the perpetrators thereof. These subordinates included leaders and members of the FAR; the Presidential Guard; the *Interahamwe*, such as Odette NYIRABAGENZI; the "Civil Defense Forces"; communal police; civilian militias; local administrative officials; other soldiers and militiamen; other known participants, such as Father Wenceslas MUNYESHYAKA; and other unknown participants. In addition, these subordinates of the accused participated and contributed significantly in a joint criminal enterprise whose object, purpose, or foreseeable outcome was the commission of war crimes against non-combatant

Tutsi women in Kigali *Préfecture* as well as throughout Rwanda for at least the period of April, May and June 1994. The accused knew or had reason to know of the participation of his subordinates and the object, purpose, or foreseeable outcome of the joint criminal enterprise and the accused failed to take the necessary and reasonable measures to prevent his subordinates from participating in the joint criminal enterprise or to punish his subordinates for their participation in the joint criminal enterprise. The particulars of the participation of the accused and his subordinates in this joint criminal enterprise are set forth in paragraphs 70 through 72.

70. Tutsi women were raped by *Interahamwe* militia, soldiers and other individuals under the command and authority of **Tharcisse RENZAHO** on April 16 and diverse unknown dates during the months of April, May and June 1994. *Conseillers* under the direct command and authority of **Tharcisse RENZAHO** reported on a regular basis about the rape of Tutsi women by *Interahamwe* militia, soldiers and other individuals under the command and authority of **RENZAHO**. **Tharcisse RENZAHO** failed or refused to take the necessary or reasonable measures to prevent such rapes or to punish the perpetrators thereof.
71. Father **MUNYESHYAKA** and other *Interahamwe* under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** compelled Tutsi women to provide them with sexual pleasures in exchange for the woman's safety at St. Famille in the period in which Tutsis sought refuge at St. Famille during the months of April, May and June 1994. **Tharcisse RENZAHO** knew or had reason to know that these acts were being perpetrated against Tutsi women and he failed or refused to punish the perpetrators of these forced sexual acts at St. Famille.
72. *Interahamwe* soldiers and armed civilians under the command and control of **Tharcisse RENZAHO** maintained Tutsi women at houses in central Kigali, where they compelled the women provide them with sexual pleasures in exchange for the women's safety on diverse unknown dates during the months of April, May and June 1994. **Tharcisse RENZAHO** knew or had reason to know that these acts were being perpetrated against Tutsi women and he failed or refused to punish the perpetrators of these forced sexual acts.

The acts and omissions of **Tharcisse RENZAHO** detailed herein are punishable in pursuant to Articles 22 and 23 of the Statute.

Signed at ARUSHA, Tanzania, this 1st day of April 2005.



Prosecutor

Hassan B. Jallow

